

ASSOCIATIONS

DOSSIER COMMUN DE DEMANDE DE SUBVENTION

Date limite de retour du dossier : 15 février

Vous trouverez dans ce dossier :

- Des informations pratiques pour aider à le remplir.
- La liste des pièces à joindre au dossier.
- Un formulaire de présentation de l'association.
- Un budget prévisionnel.
- Une demande de subvention.

**Nom de
l'association**

Ce dossier est envoyé à l'une ou plusieurs des administrations suivantes (cocher la ou les case(s) correspondante(s) et donner les précisions demandées) :

Commune

Précisez:

EPCI

(Établissement public de coopération intercommunale)

Précisez:

Autre

Précisez:

Réservé à l'administration

Date d'arrivée :

Date de la commission d'étude :

Demande de précision/complément/document :

Suite donnée :

Notice

Ce dossier comporte 3 fiches:

Fiche 1 et 2: présentation de l'association

Pour bénéficier d'une subvention vous devez disposer :

- D'un numéro de SIRET; si vous n'en avez pas, il vous faut le demander à la direction régionale sur <http://www.insee.fr>
- D'un numéro de RNA, ou à défaut, du numéro de récépissé en préfecture

Fiche 3 fiche de renseignements sur la contribution à la vie locale

Ces références constitueront vos identifiants dans vos relations avec les services administratifs.

Fiche 4: Budget prévisionnel de l'association

Si vous disposez déjà d'un budget respectant la nomenclature du plan comptable associatif, il vous suffit de le transmettre en ne faisant figurer sur la fiche que le montant de la subvention demandée

Fiche 5: Attestation sur l'honneur

5.1 Cette fiche permet au représentant légal de l'association, ou son mandataire de signer la demande de subvention et d'en préciser le montant.

Attention : votre demande ne sera prise en compte que si cette fiche est complétée et signée

5.2 Cette attestation est à remplir si vous estimez ne pas avoir reçu plus de 200 000€ ou 500 000€ d'aides publiques, selon le cas, au cours de vos trois derniers exercices

Pièces à fournir avec le dossier

Pour une première demande :

- 1. Les statuts régulièrement déclarés, en un seul exemplaire.
- 2. La liste des personnes chargées de l'administration de l'association régulièrement déclarée (composition du conseil d'administration, du bureau, ...).
- 3. Un relevé d'identité bancaire, portant une adresse correspondant à celle du n° SIRET.
- 4. Si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association, fournir le pouvoir donné par ce dernier au signataire.
- 5. Les comptes approuvés du dernier exercice clos.
- 6. Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui en ont désigné un, notamment celles qui ont reçu annuellement plus de 153 000€ de dons ou de subventions
- 7. Le plus récent rapport d'activité approuvé.
- 8. Le procès verbal de la dernier Assemblée Générale.
- 9. Une attestation d'assurance

Pour un renouvellement :

- 1. La liste des personnes chargées de l'administration de l'association régulièrement déclarée (composition du conseil d'administration, du bureau, ...).
- 2. Un relevé d'identité bancaire, portant une adresse correspondant à celle du n° SIRET.
- 3. Si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association, fournir le pouvoir donné par ce dernier au signataire.
- 4. Les comptes approuvés du dernier exercice clos.
- 5. Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui en ont désigné un, notamment celles qui ont reçu annuellement plus de 153 000€ de dons ou de subventions
- 6. Le plus récent rapport d'activité approuvé.
- 7. Le procès verbal de la dernier assemblée Générale.
- 8. Une attestation d'assurance

1. Présentation de l'association

I. Identification détaillée

Nom:

Sigle:

Objet:

Numéro de SIRET:

Numéro de RNA*:

*Numéro RNA (Registre National des Associations) délivré lors de toute déclaration (création ou modification) en préfecture.

Date de publication de la création au journal officiel:

Activité principale réalisée

Adresse du siège social:

Adresse:

CP: Ville:

N° de téléphone: N° de fax:

Courriel:

Site internet:

Adresse de correspondance: (si différente du siège)

Adresse:

CP: Ville:

Identification du représentant légal:

Nom: Prénom:

Fonction: Téléphone:

Courriel:

Identification de la personne chargée du présent dossier de subvention (si différente du président):

Nom: Prénom:

Fonction: Téléphone:

Courriel:

2. Présentation de l'association

Votre association est elle ? Nationale Régionale Départementale Locale

Union, fédération ou réseau auquel est affiliée votre association (indiquez le nom complet, ne pas utiliser de sigle).

Votre association a-t-elle des adhérents personnes morales ? oui non

Lesquelles:

Votre association dispose-t-elle d'agrément(s) administratif(s) ? oui non

Type d'agrément:

Attribué par:

En date du:

Votre association est - elle reconnue d'utilité publique ? oui non

si oui date de parution au journal officiel:

II Renseignements concernant les ressources humaines et les adhérents

Nombre d'adhérents de l'association au 31/12 de l'année écoulée: Nombre d'adhérents > 18 ans

Nombre de bénévoles: Nombre d'encadrants formés (PSC1, BE, etc.)

Nombre de salariés: Cumul des salaires bruts:

Répartition des adhérents par commune:

Dammartin en Goële: St Mard: Longperrier:

Othis: Autres:

3. Politique Locale

III Renseignements concernant la contribution à la vie locale:

La cotisation est-elle ? Individuelle Familiale Dégressive

L'association a-t-elle une politique envers les handicapés? oui non

Participation à la vie locale:

Forum des associations F'été Dammartin

Trophée des associations Téléthon

Troc des jardiniers

Autres:

Journée du patrimoine

Autres:

4 - Budget prévisionnel de l'association

*Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice..
Le total des charges doit être égal au total des produits*

Exercice 20

date de début:

date de fin:

CHARGES	Montant ⁵	PRODUITS	Montant ⁵
60 – Achats	0	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation⁶	0
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	0	-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	0	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI ⁷	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	0	-	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁸			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁸ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

5-1 Déclaration sur l'honneur

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez ce dossier.

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toute demande (initiale ou renouvellement) quel que soit le montant de la subvention sollicitée. Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'association, joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné(e) (nom, prénom)

représentant légal de l'association:

- certifie que l'association est régulièrement déclarée

- certifie que l'association est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants.

- certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires.

demande une subvention de :

précise que cette subvention, si elle est accordée, devra être versée au compte bancaire de l'association:

Nom du titulaire du compte :

Banque :

Domiciliation :

Code Banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB

Fait, le:

à

Signature:

5-2 Attestation

Conformément à la Décision 2012/21/JE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (CE) N°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 qui étend l'exemption aux aides accordées sous forme de compensation de service public à une même entité sur une période de trois exercices fiscaux dont le montant total n'excède pas 500 000 € (de minimis spécifique aux services d'intérêt économique général -SIEG-)

Je soussigné(e) (nom, prénom)

représentant légal de l'association:

Certifie sur l'honneur que l'association n'a pas bénéficié d'un montant total d'aides publiques supérieur à 500 000€ sur les trois derniers exercices.

Fait, le:

à

signature:

Attention

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amende prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

